

ÉLECTIONS ISRAËLIENNES LES ISRAËLIENS ONT VOTÉ POUR LA GUERRE

Les élections israéliennes, qui se sont déroulées le mardi 10 février, ont été marquées par une poussée à droite et à l'extrême droite de l'électorat israélien.

CES élections anticipées avaient été annoncées avant la guerre de Gaza (27 décembre-18 janvier) lorsque le gouvernement d'Ehmed Ohmert avait, en septembre, rompu avec le parti Shass, un parti religieux, orthodoxe, séfaside (les juifs en provenance du Maghreb et du Proche Orient) et avait, de ce fait, perdu la majorité à la Knesset (parlement israélien).

Les élections ont été dominées par le conflit israélo-palestinien, les questions de sécurité faisant passer au second plan les problèmes économiques et sociaux, pourtant très graves qui se posent au pays.

À l'issue de ces élections, dont les résultats sont, ce mercredi, encore incertains, deux partis se disputent le pouvoir : Kadima (centre droit) et Likoud (droite dure). Il faudra attendre plusieurs semaines avant de connaître le nom du 1er ministre et la composition du gouvernement.

Une crise politique est possible. Pour les Palestiniens, le résultat de ces élections semble évident, il n'y a plus de processus de paix, si tant est qu'il ait existé ces dernières années.

La société israélienne, une société inégalitaire et raciste

Les résultats reflètent la situation de la société israélienne, ses incertitudes et ses peurs.

Créé en 1948, l'État d'Israël comprend deux populations : les colons juifs qui de plus de 700.000 en 1948, sont actuellement 5.400.000 et la population palestinienne dont une grande partie a été expulsée vers les camps de Gaza, de Cisjordanie mais aussi du Liban et de Jordanie et qui est actuellement de 1.500.000 soit 20% de la population d'Israël.

La colonisation juive s'est faite par vagues successives d'abord d'Europe et des États-Unis (les juifs askhenazer), puis les juifs orientaux et enfin les juifs russophones provenant de l'ex-URSS.

La population palestinienne, les «arabes israéliens» vivent surtout en galilée autour des villes de Nazareth, Haïfa et Jaffa. Elle est en butte aux discriminations de toutes sortes : emploi, salaires inférieurs, logements insuffisants, villes laissées à l'abandon. Les juifs tentent de rogner les terres occupées par les Palestiniens et tentent de les pousser à l'exil, y compris par la force. Les «arabes israéliens» sont contraints à accepter sur leurs papiers d'identité, la mention «musulman». Il s'agit d'un racisme d'État, fondé sur la religion qui accorde un seul privilège aux «arabes israéliens» : le droit de vote.

Certes, cet état d'esprit n'existe pas parmi tous les juifs israéliens dont bon nombre vivent en bonne intelligence avec leurs compatriotes «arabes israéliens» et il existe des organisations juives qui militent pour l'égalité. Mais il faut bien admettre que depuis 2000, le racisme a grandi dans la population juive avec l'exacerbation du conflit avec les territoires palestiniens occupés.

Cette situation masque l'acuité des problèmes sociaux en Israël. Israël est un pays riche dont la richesse s'est accrue dans les années 2000 avec le développement des entreprises haute technologie et du secteur financier.

Mais cette richesse qui bénéficie à 10% de la population (700.000 personnes environ) ne profite pas à l'ensemble de la population. Si 0,1% de la population est immensément riche (en font partie Ehud Obmert, B. Netanyahu et Ehud Barak), une partie grandissante de la population vit dans la précarité (chômage de 8% en 2007). Un quart des Israéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté et parmi eux le quart des Arabes israéliens.

L'État consacre peu aux dépenses publiques (éducation, santé) depuis la politique de privatisation menée par le gouvernement du travailliste E. Barak et poursuivie ensuite par ses successeurs, alors que 17% du budget sont consacrés à la défense (7% du PIB) et que les États-Unis lui accordent une aide militaire de 3 milliards de dollars par an.

Mais les problèmes sociaux ne sont évoqués lors de la campagne électorale, sauf par le Haddash (Front démocratique pour l'égalité et pour la paix, dont la principale composante est le Parti communiste).

La campagne électorale, la position des différents partis

Selon les observateurs, la campagne électorale a été assez tenue, compte tenu que, peu de différences, existaient entre les 3 partis, Kadima, Likoud et parti travailliste, et même avec le parti d'extrême droite Beytenou.

Résultats des élections (en sièges)

	2009	2006/2001
Participation :	65,2%	63,2%
mixte (PC) Hadash	4	3 (+1)
arabes :		
Balad	3	3
R'am	4	
partis		
Meretz	3	5 (-1)
Travaillistes	13	9
traditionnels		
Kadima	28	29
Likoud	27	12 (-28)
partis		
Shass	11	12 (+1)
religieux		
Thora	4	6
extrême		
droite		
(le foyer juif)	3	
(Union nationale)	4	
Beytounou	15	11 (+8)
(Israël, notre maison)		

NB : il existait en 2006, un parti des retraités qui avait obtenu 7 sièges.

Le travailliste Ehud Barak (parti social-démocrate adhérent à l'Internationale socialiste), la représentante de Kadima Tzipi Livni et le représentant du Likoud, B. Netanyahu n'ont parlé que de sécurité.

L'objectif des négociations avec les Palestiniens est d'abord d'assurer la sécurité d'Israël même si E. Barak et T. Livni admettent un État palestinien dont ils se gardent bien de définir les frontières.

Pour Netanyahu et Livni, la situation de Jérusalem n'est pas négociable quant à Ehud Barak, il repousse la discussion ultérieurement.

Tous les trois veulent la destruction du Hamas et ne songent qu'à une solution militaire.

Netanyahu rejette l'indépendance d'un État palestinien qui, selon lui, ne peut avoir que des compétences limitées.

E. Barak et T. Livni acceptent la création d'un État palestinien, pour sauver «le caractère juif de l'État d'Israël», formule ambiguë qui peut rejoindre le

parti de Liebermann, Bettenou, un parti s'adressant au départ aux russo-phones mais qui étend son influence désormais au delà de ce groupe. Liebermann propose en effet l'épuration ethnique d'Israël : transférer tous les «Arabes israéliens» dans les territoires palestiniens, en échange le cas échéant des colonies de Cisjordanie et contraindre les «arabes israéliens» à prêter un serment d'allégeance à l'État d'Israël.

Les résultats électoraux

Les résultats annoncés le mardi soir et confirmés mercredi peuvent être modifiés car il ne concerne que 99% des bulletins dépouillés. Il manque en effet le vote des militaires et des diplomates.

Le dépouillement total sera connu jeudi soir et compte tenu du faible écart entre Kadima et le Likoud, les résultats pourraient être modifiés même si la plupart des analystes pensent peu probable une telle situation. Les résultats officiels ne seront publiés que le 16 février car il faut vérifier ville par ville et bureau de vote par bureau de vote.

34 partis se présentaient au choix des électeurs. Mais il faut obtenir au moins 2% pour être élu et donc 12 partis ont obtenu des sièges, acquis à la proportionnelle intégrale.

Les agences et médias insistent surtout sur le succès du Likoud qui gagne 15 sièges (mais il en avait perdu 28 en 2006 à la suite de la scission de Kadima) sur la percée de Liéberman qui gagne 4 sièges et sur l'effondrement de la gauche sioniste, du parti travailliste le parti le plus ancien et aussi du Meretz. La victoire de Kadima est toute relative puisque ce parti perd un siège par rapport à 2006.

Personne ne parle du relatif succès des partis arabes, crédités de 11 sièges, englobant le Haddash, parti mixte juif et arabe, passant de 6 à 11 sièges. Le Haddash conserve ses 4 sièges mais un nouveau parti arabe R'am obtient 4 élus. Il est vrai que ces 3 formations insistent sur l'égalité des droits pour les Arabes, le Haddash faisant sienne la revendication de l'OLP d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale.

Cette progression des partis arabes est d'autant remarquable que traditionnellement les arabes israéliens s'abstenaient. Un appel au boycott avait même été lancé.

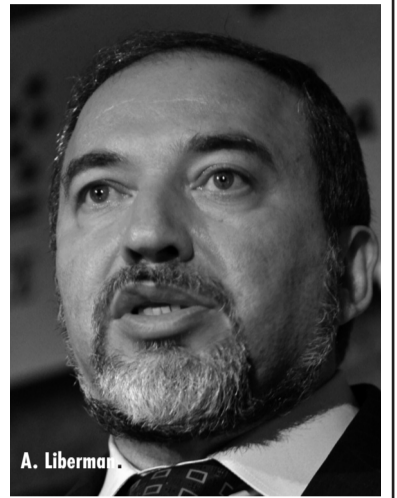
Le succès de Beytenou est renforcé par la présence de deux partis «le foyer juif» et l'Union nationale» encore plus racistes.

La formation du gouvernement

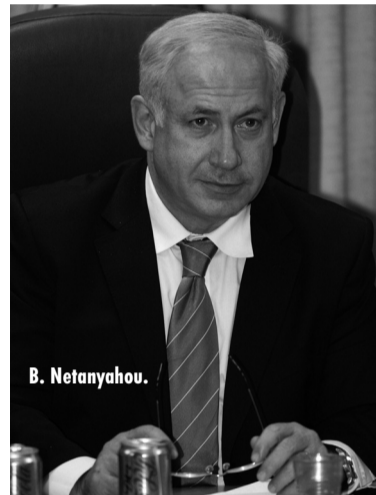
Tzipi Livni et Beyamin Netanyahu revendiquent tous deux le poste de 1er ministre. B. Netanyahu parce qu'il affirme pouvoir former une coalition avec tous les partis religieux et d'extrême droite (66 élus) et Tzipi Livni, arrivée en tête mais avec une coalition de 44 élus.



T. Livni.



A. Lieberman.



B. Netanyahu.



E. Barak.

La bande des quatre.

T. Livni propose donc un gouvernement d'union nationale dont elle serait le 1er ministre.

Certains imaginent même qu'il pourrait y avoir une «rotation» : 2 ans pour Livni et 2 ans pour Netanyahu comme cela s'est fait antérieurement entre S. Pérès (travailliste) et Y. Shamir (Likoud).

Le président S. Pérès, un travailliste passé à Kadima désignera le chef de parti qu'il estime le mieux placé pour former le gouvernement.

Ce chef de parti dispose de 28 jours pour constituer une coalition, avec un délai supplémentaire de 14 jours. Si le chef de parti désigné échoue, une autre personne est désignée. Elle a 28 jours pour constituer son gouvernement. En cas d'échec, le président convoque de nouvelles élections législatives afin qu'elles se tiennent dans les 90 jours.

Ainsi le gouvernement d'E. Ohmert pourra rester en place jusque début avril, voire jusqu'en mai.

Les grands partis estiment que le système électoral est responsable de cette situation et envisagent de modifier le mode de scrutin afin d'éliminer les petits partis, une solution difficile cependant pour B. Netanyahu s'il veut former sa coalition droite-extrême droite.

Sans doute ces grands partis devraient-ils réfléchir à d'autres questions qui expliquent peut être la confusion politique créée par le résultat ds élections. En 1949, le taux de participation était de 85,8%, en 2006, il tombe à 63,2% pour remonter légèrement à 65,2% en 2009 (grâce au vote plus important des arabes israéliens), des coalitions gauche-droite, comme il s'en est fait depuis 1949 explique sans doute le désintérêt des électeurs. La disparition d'un sionisme «progressiste» brouille les repères idéologiques et favorise la dispersion des voix.

La crise politique s'explique sans doute davantage par le contenu des politiques menées que par le système électoral.

Les conséquences pour les Palestiniens

Le président B. Obama a fait du règlement du conflit israélo-palestinien une de ses priorités. À cet effet, il a envoyé un émissaire au Proche Orient, chargé de contacter les parties en présence.

De son côté, le président égyptien H. Mubarak a tenté de négocier avec le Hamas et Israël une trêve de longue durée, le Hamas y semblait favorable à la condition que cesse le blocus de Gaza.

Compte tenu du résultat des élections, le Hamas a déclaré que les Israéliens avaient voté pour les dirigeants «les plus belliqueux» et dont les discours sont les plus «extrémistes».

Il est donc douteux que la négociation de Mubarak aboutisse.

De son côté, l'Autorité palestinienne a déclaré abandonner les négociations alors que la politique de colonisation continue et qu'Israël bombarde toujours Gaza.

Le quotidien de l'Autorité palestinienne estime qu'il n'existe, à part les noms, aucune différence entre les partis israéliens.

«La substance de leur politique à l'égard des Palestiniens est la même : meurtres, colonisation et destruction. Nous nous attendons à la poursuite de la même politique israélienne, à la reprise de l'agression à Gaza, à la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à des destructions de maisons à Jérusalem.

... L'émissaire américain viendra pour nous rassurer que la paix arrive et qu'elle nécessite des décisions douloureuses des deux parties, notamment de la part des Palestiniens».